

REPUBLIQUE DU CONGO



Unité – Travail – Progrès

MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE

**PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION ET AU STOCKAGE
DU RIZ LOCAL**

NOTE CONCEPTUELLE

Table des matières

1	CONTEXTE.....	2
2	JUSTIFICATION.....	2
3	ZONES D'INTERVENTION POTENTIELLES ET GROUPES CIBLES.....	3
3.1	Zones d'intervention	3
3.2	Groupes Cibles.....	3
4	OBJECTIF DU PROJET.....	3
5	DESCRIPTION DES COMPOSANTES, RESULTATS ET ACTIVITES.....	3
5.1	Composante 1 : Renforcement des capacités de transformation du paddy.....	3
	Composante 2 : Renforcement des capacités de stockage et de conservation de la qualité	4
	Composante 3 : Gestion et coordination du projet	4
6	FINANCEMENT ET DUREE DU PROJET	5
7	STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET.....	5
8	ORGANISATION ET GESTION	5
9	SUIVI EVALUATION	5
10	EVALUATION DES RISQUES.....	6
11	FORMAT DE CADRE LOGIQUE.....	8
	2. Renforcer les capacités de stockage et de conservation de la qualité.....	8
	Composante 1 : Renforcement des capacités de transformation du paddy	8
12	PLAN D' ACTIONS.....	0
13	FICHE SYNOPTIQUE	0
14	PLAN D' ACTIONS.....	1

1 CONTEXTE

Le gouvernement de la République du Congo a élaboré et approuvé le Plan National de Développement 2022-2026 (PND) qui place l'axe « développement de l'Agriculture au sens large » comme pilier principal de la diversification économique, pour une économie forte, diversifiée et résiliente pour une croissance inclusive et un développement durable irréversible.

Les taux de croissance correspondant sont de – 1,0% et – 6,0% respectivement en 2018, 2019 et 2020, soit un taux moyen de croissance de – 2,14%.

Le secteur agricole est très peu développé, sa contribution au PIB est passée d'une moyenne de 5% dans la période de 2010 – 2016 à 7,8% en 2019 et 9,0% en 2022.

La production vivrière nationale augmente, sans toutefois couvrir les besoins de la population, obligeant le pays à recourir aux importations, variant, selon les années entre 500 et 700 milliards de francs CFA.

Ce pendant la vision de la politique agricole visant la souveraineté alimentaire est en étroite ligne avec les objectifs de la stratégie nationale de développement de la riziculture, les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations-Unies, dans l'agenda 2063 de l'Union Africaine (UA), et dans d'autres programmes tant régionaux, notamment la Zone de Libre-Echange Continental Africaine (ZLECAF), que sous régionaux, le programme de réformes économiques et financières de la CEMAC (PREF-CEMAC) , vise à doubler la production actuelle.

Dans le cadre de la filière riz, avec son adhésion à l'initiative CARD en octobre 2018, le Congo a élaboré la Stratégie Nationale du Développement de la Riziculture dont l'objectif global est d'augmenter de façon significative la production rizicole et d'en améliorer la qualité.

Pour satisfaire les besoins des populations en riz, le pays est obligé de recourir recours aux importations massives évaluées, à 8500 tonnes et 33 000 tonnes, respectivement en 1 982 et 1992 pour atteindre actuellement 100 000 tonnes par an. C'est dans ce contexte qu'il a été validé la SNDR qui ambitionne une production totale de 21800 tonnes afin de réduire le déficit de la balance commerciale et de porter le taux de couverture des besoins en riz local de 1.4% à 20%.

Pour y arriver, il sera, entre autres, promu des actions visant la transformation le stockage/conservation du riz.

2 JUSTIFICATION

Le riz occupait une place de choix dans l'économie nationale mais depuis près de trois décennies, l'Etat congolais qui assurait la distribution de la semence aux producteurs, le rachat de la production, la transformation et la commercialisation à travers l'office congolais des cultures vivrières (OCV) s'est désengagé de ces fonctions au profit d'un secteur privé inexistant.

Actuellement, le riz est devenu le deuxième aliment de base après le manioc dans l'alimentation des congolais, surtout en milieu urbain où l'écart de consommation est huit (8) fois plus élevée qu'en milieu rural. La consommation moyenne du riz par habitant est estimée à 16kg/an.

Cependant la production locale demeure très insuffisante et les capacités des unités de transformation et de stockage sont faibles.

De ce qui précède, il ressort la nécessité d'appuyer la transformation et le stockage/conservation afin de garantir la compétitivité du riz local.

C'est ce qui justifie l'élaboration de ce présent projet.

3 ZONES D'INTERVENTION POTENTIELLES ET GROUPES CIBLES

3.1 Zones d'intervention

La zone d'intervention du projet est constituée par les 8 pôles (Mossendjo, Pointe noire, Loudima, Kindamba, Ngo, Oyo, Ewo, Mokeko).

3.2 Groupes Cibles

Les bénéficiaires directs du projet sont : les rizières, les institutions financières.

Les bénéficiaires indirects sont : les producteurs, transporteurs et les consommateurs.

4 OBJECTIF DU PROJET

L'objectif global du projet est de contribuer à la production du riz blanc de qualité et compétitif.

De manière spécifique, il s'agira de :

- Renforcer des capacités de transformation du paddy ;
- Renforcement des capacités de stockage et de conservation de la qualité

5 DESCRIPTION DES COMPOSANTES, RESULTATS ET ACTIVITES

5.1 Composante 1 : Renforcement des capacités de transformation du paddy

Dans cette composante, il sera question de mettre en place un processus de transformation du riz qui obéisse aux normes en vue de procéder à l'usinage de manière moderne /semi moderne d'au moins 50% du paddy produit.

Il va falloir installer au moins huit (8) rizeries et 50 décortiqueuses dans huit (8) pôles de développement. L'atteinte de cet objectif passera par la réalisation des activités consignées dans le tableau ci-après :

Composante	Résultats attendus	Activités
Composante 1: Renforcement des capacités de transformation du paddy	R.1.1. Les unités existantes sont mises aux normes	A1.1.1 : Faire l'état des lieux des unités de transformation/stockage/conservation existantes
		A.1.1.2 : Acquérir les équipements additionnels
		A.1.1.3 : Former les opérateurs sur l'utilisation des nouveaux équipements
	R.1.2 : Les nouvelles unités sont installées et/ou réhabilitées.	A.1.2.1. Acquérir les 8 rizeries
		A.1.2.2. Acquérir 50 décortiqueuses
		A.1.2.3. Réhabiliter les unités de transformation existantes

Composante	Résultats attendus	Activités
	R.1.3 : Les capacités techniques et managériales sont renforcées	A.1.3.1. Former les acteurs sur les normes de transformation du riz (process technique, hygiène, conditionnement ...)
		A.1.3.2. Accompagner les acteurs dans l'acquisition des normes de qualité
		A1.3.3. Élaborer des outils techniques de bonne pratique de transformation du riz
		A.1.3.4 accompagner les acteurs à la mise en conformité de leurs organisations
		A 1.3.5. Accompagner les unités dans l'élaboration des outils de gestion et d'administration ;
		A 1.3.6. Former les acteurs sur les outils de gestion et de marketing.

Composante 2 : Renforcement des capacités de stockage et de conservation de la qualité

Cette composante consiste à réaliser de nouvelles infrastructures voire réhabiliter celles existantes pour augmenter le volume de stockage tout en conservant la qualité des produits stockés.

L'atteinte de cet objectif passera par la réalisation des activités consignées dans le tableau ci-après :

Composante 3 : Gestion et coordination du projet

Cette composante a pour objectif de garantir la gestion du projet de manière à ce que la coordination dispose les moyens humains, matériels et logistiques qui devraient lui permettre d'assurer son fonctionnement. Il s'agit de renforcer les capacités techniques et managériales de l'équipe du projet et de mettre à sa disposition tous les moyens tant financiers que matériels en quantité suffisante et en temps opportun. Les activités à mettre en œuvre dans cette composante sont déclinées dans le tableau 3.

Tableau 3. Activités à mettre en œuvre dans la composante 3

Composante	Résultats	Activités
Composante 3. Gestion du projet	R. 3.1. La coordination du projet est assurée	A.3.1.1. Mettre en place une équipe de gestion du Projet.
		A.3.1.2. Renforcer les capacités techniques et managériales de l'équipe de gestion du projet
		A.3.1.3. Assurer le bon fonctionnement du projet
	R.3.2. Les moyens logistiques et opérationnels sont disponibles	A.3.2.1. Acquérir le matériel roulant

Composante	Résultats	Activités
		A.3.2.2. Acquérir les équipements de bureau

6 FINANCEMENT ET DUREE DU PROJET

La durée du projet est de 5 ans pour un financement de

Composante	Coût en FCFA	Part relatif
Composante 1	498 000 000	50,5%
Composante 2	399 000 000	40,4%
Composante 3	89 700 000	9,1%
Total	986 700 000	100%

7 STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Pour la mise en œuvre du projet, le « faire-faire » sera privilégié notamment avec les consultants individuels et services de conseils ayant une expérience avérée dans le domaine de la finance rurale et de la bonne gouvernance.

Pour l'attribution des marchés, des appels d'offres nationaux et internationaux seront lancés conformément au code de passation de marché public, en explicitant la commande de manière claire. Ceci permettra non seulement de respecter les procédures administratives et financières, mais aussi de s'assurer des avantages qualité-coût.

Dans l'ensemble, les actions et activités identifiées en matière de financement agricole et de la bonne gouvernance seront requises et des attributions de marchés seront effectuées dans la transparence selon les étapes ci-après : (i) l'élaboration des termes de référence de l'activité, (ii) le recrutement du consultant, (iii) la signature du contrat, (iv) l'organisation de la réunion de démarrage et de cadrage de l'activité, (v) la supervision de l'activité et (vi) l'organisation d'ateliers de validation.

8 ORGANISATION ET GESTION

Le projet sera placé sous l'égide du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP). Il sera mis en place, une unité de coordination qui sera en charge du management, de la coordination générale et de la mise en œuvre des activités du projet. Elle sera composée d'un coordonnateur, d'un expert en finance rurale, d'un expert en suivi évaluation ; d'un expert en passation des marchés, d'un responsable administratif et financier et d'un comptable.

L'unité de coordination travaillera en étroite collaboration avec toutes les structures actives dans le domaine du financement rural et de l'élaboration des plans d'affaires.

9 SUIVI EVALUATION

Pour permettre le suivi-évaluation du projet, un état des lieux du dispositif de Système de Suivi et Evaluation existant sera organisé pour pouvoir identifier les domaines qui nécessitent une amélioration et de concevoir un plan d'action pour y remédier. Puis, un choix des méthodes et les outils de collecte de données seront

effectués. Les données collectées seront traitées, analysées pour évaluer les progrès et les résultats obtenus. Ensuite, les résultats obtenus seront communiqués et serviront de moyens pour la prise de décision.

A cet effet, le but essentiel du cadre de Suivi et Evaluation qui sera mis en place est de s'assurer que les principaux objectifs du projet sont atteints. Dans cette optique, des indicateurs ayant un caractère SMART seront définis par l'Unité de gestion du projet (UGP) en relation avec les bénéficiaires et les partenaires techniques et financiers (PTF). Une première proposition desdits indicateurs sera proposée dans le cadre logique en annexe de ce document.

Il vise également la détection à temps de toute situation problématique, qu'elle ait échappé au consultant adjudicataire au moment de la planification ou qu'elle soit survenue en raison de changements brusques dans la mise en œuvre du projet sur le terrain afin que cette situation soit corrigée en conséquence sur le terrain. L'UCP doit : i) s'assurer que l'ensemble des informations collectées sont gérées par la mise en place d'un système de gestion de l'information conforme aux modèles et aux exigences de suivi-évaluation du bailleur ; ii) s'assurer que le planning des activités et du budget est exécuté conformément avec les prévisions ; iii) vérifier en permanence que la réalisation qualitative et physique est faite dans les délais prévus.

10 EVALUATION DES RISQUES

Les facteurs externes qui pourraient empêcher l'atteinte des objectifs du projet ont été identifiés et analysés sous l'angle de leur impact et de leur probabilité de survenu. Les résultats de l'analyse donnent une appréciation globale jugée négligeable. Toutefois des mesures d'atténuation ont été identifiées et synthétisées dans le tableau ci-dessous :

Risques identifiés	Mesures de mitigation	Appréciation
Le prix d'achat de paddy non rentable pour le producteur	Promouvoir le dialogue entre les producteurs et les transformateurs Promouvoir l'agriculture contractuelle	N
Le non maîtrise des couts production	Faire un plaidoyer pour disposer des subventions	N
Les ressources du projet sont disponibles à temps et en quantité	Diversifier les sources de financement Faire valider le PTBA à temps et de manière consensuelle	N
Non respects des spécifications techniques	Contractualiser avec un bureau de contrôle pour assurer le contrôle et le suivi	N
Manque de motivation des formés	Organiser des sessions de communication et d'information	N
Faible qualification du formateur	Inscrire dans les critères de sélection la mise à disposition de certificat de satisfaction des services faits.	N
Appréciation globale		N

Evaluation du risque : Haut (H) ; Substantiel (S) ; Modeste (M) ; Bas ou Négligeable (N)

11 FORMAT DE CADRE LOGIQUE

Programme/Projet	Indicateurs Objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses/Risques importants
1. OBJECTIF GLOBAL :			
L'objectif global du projet est de contribuer à la production du riz blanc de qualité et compétitif.	Au moins 14 170 tonnes de riz blanc disponible		
2. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES			
1. Renforcer des capacités de transformation du paddy	Au moins 80% du riz blanc sur le marché est conforme aux normes	Rapport d'étude Rapport final de l'UCP	Le prix d'achat de paddy non rentable pour le producteur
2. Renforcer les capacités de stockage et de conservation de la qualité	La compétitivité hors prix améliorée de 70% par rapport à la situation de référence	Rapport d'étude Rapport final de l'UCP	Le non maîtrise des couts production
3. RÉSULTATS			
Composante 1 : Renforcement des capacités de transformation du paddy			
1.1 : Les unités existantes sont mises aux normes	Au moins 2 unités mises aux normes et fonctionnelles	PV de réception Rapport annuel de l'UCP	Non respects des spécifications techniques
1.2. Les nouvelles unités sont installées et/ou réhabilitées	Au moins 8 mini rizeries installées Au moins 50 décortiqueuses acquises et distribuées	PV de réception Rapport annuel de l'UCP	Non respects des spécifications techniques
1.3 : Les capacités techniques et managériales sont renforcées	Au moins 16 sessions de formations organisées	Rapport de formation Rapport annuel de l'UCP	Manque de motivation des formées Faible qualification du formateur
Composante 2 : Renforcement des capacités de stockage et de conservation de la qualité			
2.1 : Les infrastructures de conservation et de stockage sont construites/réhabilitées	Au moins 8 infrastructures de stockages construites	PV de réception Rapport annuel de l'UCP	Non respects des spécifications techniques

Programme/Projet	Indicateurs Objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses/Risques importants
2.2 : Les bonnes pratiques de stockage et de conservation sont acquises	Au moins 20 sessions de formation organisées	Rapport de formation Rapport annuel de l'UCP	Manque de motivation des formées Faible qualification du formateur
2.3. les capacités techniques sont renforcées dans le domaine de la conservation et du stockage	Au moins 20 sessions de formation des acteurs locaux organisées	Rapport de formation Rapport annuel de l'UCP	Manque de motivation des formées Faible qualification du formateur
Activités	Cout du projet : 986 700 000 FCFA		Les ressources sont disponibles en quantité et à temps.

12 PLAN D'ACTIONS

Composante	Résultat	Activité	Cout	Chronogramme				
				An 1	An2	An3	An4	An5
Composante 1 : Renforcement des capacités de transformation du paddy	R.1.1 : Les unités existantes sont mises aux normes	A.1.1.1 Faire l'état des lieux des unités de transformation/stockage/conservation existantes	4.000.000					
		A.1.1.2 Acquérir les équipements additionnels	30.000.000					
		A.1.1.3 Former les opérateurs sur l'utilisation des nouveaux équipements	10.000.000					
	R.1.2 : Les nouvelles unités sont installées et/ou réhabilitées.	A.1.2.1 : Acquérir les 8 rizeries	250 000 000					
		A.1.2.2 : Acquérir 50 décortiqueuses	100.000.000					
		A.1.2.3. Réhabiliter les unités de transformation existantes	10 000 000					
	R.1.3 : Les capacités techniques et managériales sont renforcées	A.1.3.1. Former les acteurs sur les normes de transformation du riz (process technique, hygiène, conditionnement ...)	20 000 000					
		A.1.3.2. Accompagner les acteurs dans l'acquisition des normes de qualité	10 000 000					
		A1.3.3. Élaborer des outils techniques de bonne pratique de transformation du riz	4 000 000					
		A.1.3.4. Accompagner les acteurs à la mise en conformité de leurs organisations	20 000 000					
		A 1.3.5. Accompagner les unités dans l'élaboration des outils de gestion et d'administration	20 000 000					
		A 1.3.6. Former les acteurs sur les outils de gestion et de marketing	20 000 000					
Composante 2 : Renforcement des capacités de stocka	R.2.1. Les infrastructures de conservation et de stockage sont construites/réhabilitées	A.2.1.1. Construire des nouvelles structures de stockage et de conservation	300.000.000					

Composante	Résultat	Activité	Cout	Chronogramme				
				An 1	An2	An3	An4	An5
ge et de conservation de la qualité		A.2.1.2. Réhabiliter les infrastructures de stockage et de conservation existantes	10.000.000					
	R.2.2. Les bonnes pratiques de stockage et de conserva- tion sont acquises	A.2.2.1. Identifier les bonnes pratiques de stockage et de conservation	4 000 000					
		A.2.2.2. Organiser un atelier de validation	5 000 000					
	R.2.3. les capacités techniques sont renforcées dans le do- maine de la conservation et du stockage	A. 2. 3.1. Organiser au moins 20 sessions de forma- tion des formateurs	30 000 000					
		A.2.3.2. Organiser au moins 20 sessions de formation des acteurs locaux	30 000 000					
		A.2.3.3. Suivre la dynamique des pratiques de conser- vation et de stockage	20 000 000					
Total (FCFA)			897 000 000 (non compris la composante 3)					

13 FICHE SYNOPTIQUE

1. Titre du projet (Nom Complet)	Projet d'appui à la transformation et au stockage du riz local												
2. Zone intervention	Ouessou (Sangha) ; Ewo (Cuvette-Ouest) ; Oyo (Cuvette) ; Ngo (Plateaux); Kindamba (Pool) ; Mossendjo (Niari) ; Loudima (Bouenza) ; Pointe-Noire												
3. Nature du financement	3	4	5										
	1. Grant, 2. Loan, 3. Technical Coop. /Assistance, 4. National budget, 5. Private sector												
4. Domaine intervention	9	10	8										
	1. Policy, 2. R & D, 3. Extension & Training, 4. Production, 5. Marketing 6. Post-harvest, 7. Quality Control, 8. Credit, 9. Capacity Building, 10. Infrastructure 11. Other (specify below)												
5. Sources de financement probable	Budget national; BM; FIDA; FAO; BAD; AFD												
6. Budget (USD)	986 700 000												
7. Durée du projet	5 ans												
8. Objectifs général et spécifiques du projet	Goal :	Contribuer à la production du riz blanc de qualité et compétitif											
	Obj. 1 :	Renforcer des capacités de transformation du paddy											
	Obj. 2 :	Renforcement des capacités de stockage et de conservation de la qualité											
9. Bénéficiaires du projet	Direct :	Riziculteurs ; banques et institutions de microfinance ; Etat											
	Secondaires.	Divers acteurs de la chaîne de valeur riz, consommateurs											
10 Résultats attendus du projet	1.1.	Les unités existantes sont mises aux normes											
	1.2.	Les nouvelles unités sont installées et/ou réhabilitées											
	1.3.	Les capacités techniques et managériales sont renforcées											
	2.1.	Les infrastructures de conservation et de stockage sont construites/réhabilitées											
	2.2.	Les bonnes pratiques de stockage et de conservation sont acquises											
	2.3.	Les capacités techniques sont renforcées dans le domaine de la conservation et du stockage											
11. activités	1.1.1	Faire l'état des lieux des unités de transformation/stockage/conservation existantes											
	1.1.2	Acquérir les équipements additionnels											
	1.1.3	Former les opérateurs sur l'utilisation des nouveaux équipements											
	1.2.1	Acquérir les 8 rizeries											
	1.2.2	Acquérir 50 décortiqueuses											
	1.2.3	Réhabiliter les unités de transformation existantes											
	1.3.1	Former les acteurs sur les normes de transformation du riz (process technique, hygiène, conditionnement ...)											
	1.3.2	Accompagner les acteurs dans l'acquisition des normes de qualité											
	1.3.3	Élaborer des outils techniques de bonne pratique de transformation du riz											
	1.3.4	Accompagner les acteurs à la mise en conformité de leurs organisations											
	1.3.5	Accompagner les unités dans l'élaboration des outils de gestion et d'administration											
	1.3.6	Former les acteurs sur les outils de gestion et de marketing											
	2.1.1	Construire des nouvelles structures de stockage et de conservation											
	2.1.2	Réhabiliter les infrastructures de stockage et de conservation existantes											

	2.2.1	Identifier les bonnes pratiques de stockage et de conservation
	2.2.2	Organiser un atelier de validation
	2.3.1	Organiser au moins 20 sessions de formation des formateurs
	2.3.2	Organiser au moins 20 sessions de formation des acteurs locaux
	2.3.3	Suivre la dynamique des pratiques de conservation et de stockage
12. Effets attendus du projet	1	Produire du riz blanc de qualité
	2	Garantir des bonnes conditions de stockage et de conservation du paddy et du riz
13. Impacts du projet	1	Contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle
	2	Réduire le déficit de la balance commerciale
	3	Créer de nouveaux emplois
	4	Réduire la pauvreté
	5	Contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle

14 PLAN D'ACTIONS

Composante	Résultat	Activité	Coût	Chronogramme				
				An1	An2	An3	An4	An5
Promotion d'un mécanisme de financement adapté, ciblé et inclusif aux différents acteurs intervenant dans les chaînes de valeur rizicoles	R.1.1 : Un mécanisme de financement des chaînes de valeur rizicoles adapté, ciblé et inclusif est mis en œuvre	A.1.1.1. Créer une structure bancaire/financière spécialisée dans l'octroi des crédits agricoles	2 500 000 000					
		A.1.1.2. Définir et adopter un mécanisme de bonification des taux d'intérêt des crédits	10 000 000					
		A.1.1.3. Développer la clé de répartition des coûts et risques partagés entre les différents acteurs.	10 000 000					
		A.1.1.4. Mettre en commun les ressources prêtables communes à partir de la contribution des parties prenantes	1 250 000 000					
	R.1.2. Les acteurs de la filière ont accès aux financements	A.1.2.1. Inciter les acteurs de la filière à ouvrir les comptes de dépôt auprès des institutions financières	30 000 000					
		A.1.2.2. Créer une banque spécialisée dans l'octroi de crédits agricoles	10 000 000					

Composante	Résultat	Activité	Coût	Chronogramme				
				An1	An2	An3	An4	An5
		A.1.2.3. Mettre aux normes la gestion comptables et financière des exploitations agricoles	20 000 000					
Composante 2. Création d'un cadre de dialogue public-privé comprenant une représentation multisectorielle	R.2.1. Le cadre de dialogue public-privé pour la promotion de l'investissement dans la filière rizicole est opérationnel	A.2.1.1. Informer et sensibiliser les acteurs de la filière sur les dispositifs réglementaires	100 000 000					
		A.2.1.2. Mettre en place des plateformes multi acteurs de concertation et d'échange au niveau départemental et national	80 000 000					
		A.2.1.3. Rendre propice le partenariat public-privé	5 000 000					
	R.2.2. L'agriculture contractuelle est promue.	A.2.2.1. Promouvoir les mesures incitatives pour une meilleure collaboration entre les acteurs pour un nouveau type d'opportunité	1 000 000 000					
		A.2.2.2. Mettre en place un dispositif de partage et d'accès à l'information pour tous les acteurs	5 000 000					
		A.2.2.3. Connecter les acteurs au marché afin de bénéficier des services de la chaîne de valeur.	20 000 000					
Composante 3. Gestion du projet	R. 3.1. La coordination du projet est assurée	A.3.1.1. Mettre en place une équipe de gestion du Projet.	10 000 000					

Composante	Résultat	Activité	Coût	Chronogramme				
				An1	An2	An3	An4	An5
		A.3.1.2. Renforcer les capacités techniques et managériales de l'équipe de gestion du projet	30 000 000					
		A.3.1.3. Assurer le bon fonctionnement du projet	100 000 000					
	R.3.2. Les moyens logistiques et opérationnels sont disponibles	A.3.2.1. Acquérir le matériel roulant	120 000 000					
		A.3.2.2. Acquérir les équipements de bureau	20 000 000					
Total (FCFA)			4 300 000 000					

Composante	Résultats attendus	Activités
Composante 2 : Renforcement des capacités de stockage et de conservation de la qualité	R.2.1. Les infrastructures de conservation et de stockage sont construites/réhabilitées	A.2.1.1 : Construire des nouvelles structures de stockage et de conservation
		A.2.1.2 Réhabiliter les infrastructures de stockage et de conservation existantes
	R.2.2. Les bonnes pratiques de stockage et de conservation sont acquises ;	A.2.2.1. Identifier les bonnes pratiques de stockage et de conservation
		A.2.2.2. Organiser un atelier de validation
	R.2.3. Les capacités techniques sont renforcées dans le domaine de la conservation et du stockage	A. 2. 3.1. Organiser au moins 20 sessions de formation des formateurs
		A.2.3.2. Organiser au moins 20 sessions de formation des acteurs locaux
		A.2.3.3. Suivre la dynamique des pratiques de conservation et de stockage